

L'inclusion économique des jeunes un défi majeur de développement : Cas de l'INDH dans la région Tanger-Tétouan Al Hoceima

The economic inclusion of young people a major development challenge: Case of the INDH in the Tangier Tetouan Al Hoceima region

Bouchta BOUASRIA, (*Doctorant*)

*Laboratoire de Recherches Juridiques Politiques et Economiques (LRJPE)
Faculté polydisciplinaire de Taza
Université sidi Mohammed Ben Abdellah Fès Maroc*

Khalid AZAMI HASSANI, (*Professeur habilité*)

*Faculté polydisciplinaire de Taza
Université sidi Mohammed Ben Abdellah Fès Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté Polydisciplinaire de Taza Université Sidi Mohamed Ben Abdellah Fès Maroc Code postal 30000
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	BOUASRIA, B., & AZAMI HASSANI, K. (2023). L'inclusion économique des jeunes un défi majeur de développement : Cas de l'INDH dans la région Tanger-Tétouan Al Hoceima. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 4(6-2), 57-74. https://doi.org/10.5281/zenodo.10210233
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: January 18, 2023

Accepted: November 27, 2023

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 5, No 6-2 (2023)

L'inclusion économique des jeunes un défi majeur de développement : Cas de l'INDH dans la région Tanger-Tétouan Al Hoceima

Résumé

Cet article a pour objectif d'examiner le rôle de l'INDH à travers le programme « Amélioration du Revenu et Inclusion Economique des jeunes » (ARIEJ), dans la participation de l'inclusion économique des jeunes sur la région Tanger-Tétouan Al Hoceima (RTTA). Plusieurs études ont prouvé l'impact de formation et de l'accompagnement sur l'inclusion économique et sociale des personnes défavorisées.

Notre étude est portée sur l'analyse des données recueillies auprès des 12 plateformes des jeunes installés sur la région Tanger-Tétouan Al Hoceima et l'échantillon de 300 jeunes bénéficiant des programmes de ces plateformes au cours de la période 2019-2022, à travers une étude quantitative en utilisant le logiciel SPSS. Cette étude a permis d'analyser le rôle du programme ARIEJ dans l'inclusion économique au niveau de la RTTA ainsi que de déterminer les principaux obstacles liés à l'inclusion des jeunes dans la vie économique soit dans le cadre d'employabilité ou soit dans le cadre d'entrepreneuriat. Les résultats de l'étude ont montré que le programme ARIEJ à un apport minime sur l'inclusion économique des jeunes vu le nombre faible des jeunes insérés sur le marché d'emploi (environ 1500 jeunes par an) par rapport au nombre des jeunes en situation de chômage (environ 140000 en 2021) ainsi que les principaux obstacles d'inclusion sont liés généralement à l'inadéquation des profils disponibles avec les compétences recherchées sur le marché d'emploi. De ce fait, la formation, l'orientation et l'accompagnement des jeunes constituent des facteurs clés de la réussite d'inclusion des jeunes à la vie économique.

Mots clés : inclusion économique, jeunes, ARIEJ, région Tanger-Tétouan Al Hoceima

Classification JEL : R58

Type de l'article : Recherche empirique

Abstract

This article for objective to examine the role of the National Initiative for Human Development (INDH) through the program "Improving Income and Economic Inclusion of Youth" (AREIJ) in promoting the economic inclusion of young people in the Tanger Tétouan Al Hoceima region (RTTA). Several studies have demonstrated the impact of training and support on the economic and social inclusion of disadvantaged individuals.

Our studies focuses on analyzing data collected from 12 youth platforms established in the Tanger Tetouan Al Hoceima region and a sample of 300 young people registered on these platforms during the period 2019-2022, using quantitative analysis with SPSS software. The study examines the role of the ARIEJ program in economic inclusion within the RTTA, as well as the main obstacles related to the inclusion of young people in the economic sphere, either in terms of employability or entrepreneurship.

The study revealed that the ARIEJ program has had minimal impact on the economic inclusion of young people, giving the low number of youths entering the job market (approximately 1500 young people per year) compared to the number of young people facing unemployment (around 140000 in 2021). The main obstacles to inclusion are generally related to the mismatch between available profiles and skills sought in the job market. Therefore, training, guidance and support for young people are key factors in successfully including them in the economic sphere.

Keywords: economic inclusion, youth, ARIEJ, Tanger Tétouan Al Hoceima region

JEL Classification: R58

Paper type: Empirical research

1. Introduction:

L'inclusion est devenue ces dernières années un des indicateurs retenus par l'Union européenne pour évaluer les politiques publiques en remplaçant le terme intégration (2002). La déclaration de Salamanque (UNESCO 1994) voit dans les établissements scolaires le moyen le plus efficace pour avoir une société inclusive. L'école doit participer activement à la préparation des élèves aux exigences du marché de travail et par conséquent de prémunir contre les risques liés aux chômages et aux vulnérabilités (OCDE 2021), ceci ne peut être réalisé que par le développement des programmes d'enseignement afin de répondre aux besoins des profils demandés.

Le paysage mondial de l'inclusion économique a connu de profondes mutations ces dernières années. Plusieurs programmes gouvernementaux mettent à profit les investissements dans la protection sociale, l'emploi ainsi que l'inclusion financière.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) estime à 25% le potentiel de développement humain non réalisé au Maroc en raison des inégalités en matière de revenu. D'après le dernier recensement de la population au Maroc (2014), la part des jeunes dans la population totale est de 34% avec un taux de chômage des jeunes d'environ 27% (demeure élevé par rapport à la moyenne mondiale qui est de l'ordre de 13%) ce qui représente un enjeu crucial pour le développement économique et social du Maroc vu que le capital humain est considéré comme moteur de la dynamique de développement et principal déterminant de la capacité d'un pays à créer des richesses.

Le gouvernement marocain a lancé plusieurs programmes pour stimuler la création d'emplois, renforcer les compétences des jeunes et favoriser l'entrepreneuriat. Parmi ces programmes on trouve le programme d'appui aux activités génératrices de revenus destinés aux femmes et coopératives féminines en milieu rural qui a été lancé en 1999 par la fondation Mohamed V pour la solidarité, le programme auto emploi Moukawalati lancé en 2006 pour l'appui aux jeunes entrepreneurs mis en place par l'agence nationale de promotion d'emploi et des compétences (ANAPEC), le programme Idmaj (contrat insertion) lancé en 2006 pour objectif d'aider les entreprises à recruter les jeunes diplômés, le programme d'amélioration de l'employabilité par la formation qualifiante (Taehil) lancé en 2006 pour l'amélioration de l'employabilité des chercheurs d'emploi, le programme de soutien au secteur de micro-crédit au profit des micro porteurs de projets, les programmes initiés par l'INDH à partir du 2005: Programme transversal et les activités génératrices des revenus, le programme INTILAKA: Programme de Financement et d'accompagnement des jeunes porteurs de projets ou des entreprises à des conditions avantageuses et le programme AWRACH lancé en 2022 qui vise à créer 250.000 emplois entre 2022 et 2023.

Au Maroc, le terme « inclusion » vient de paraître dans le langage public qu'avec le lancement en 2019 du programme « Amélioration du revenu et Inclusion Economique des Jeunes » (ARIEJ) dans le cadre de l'INDH, également le nouveau modèle de développement (2021) apporte une importance particulière à l'inclusion des jeunes qui est considérée comme l'un des axes fondamentaux du modèle.

Malgré l'existence de plusieurs programmes qui offrent les opportunités d'employabilité et d'entrepreneuriat chez les jeunes, certaines entraves persistent toujours et rendre la question d'inclusion et surtout des jeunes autour de la table des décideurs. L'obstacle principal est l'inadéquation entre les formations proposées par le système d'éducation et de formation et les besoins du marché de travail, ce qui rend difficile la transition entre l'école et le marché d'emploi. C'est dans ce cadre que l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH), à travers le programme « Amélioration du Revenu et Inclusion Economique des jeunes ARIEJ », essaye de répondre dans son périmètre d'action à cette problématique à travers l'écoute,

l'orientation et l'accompagnement tout en fédérant l'ensemble des parties prenantes concernées (ANAPEC, CGEM, OFPPT, les départements ministériels, les banques, les associations,...) L'objectif principal de cet article est d'analyser et d'expliquer les réalisations de l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) à travers le programme « Amélioration du Revenu et Inclusion Economique des Jeunes » (ARIEJ) à la région Tanger-Tétouan Al Hoceima au cours de la période 2019-2022 afin de tirer des conclusions sur la contribution de ce programme à la croissance inclusive des jeunes et les obstacles qui freinent l'inclusion des jeunes soit dans le cadre de l'appui à l'entrepreneuriat ou soit dans le cadre de l'accompagnement à l'insertion dans le marché d'emploi.

Notre problématique s'articule autour de la question suivante : Quel est l'impact de l'orientation, formation et accompagnement dans l'inclusion économique des jeunes sur la RTTA ?

Notre méthodologie de recherche consiste à aborder dans un premier temps une revue de littérature sur les concepts d'inclusion économique et du programme « ARIEJ » ensuite de formuler les hypothèses de notre étude. Dans un deuxième temps, nous allons présenter la méthodologie de recherche. Enfin, nous allons analyser les résultats de l'étude.

2. Revue de littérature et développement des hypothèses:

Afin de cerner notre recherche, il est indispensable de définir les concepts clés pour permettre de répondre à notre problématique.

2.1. Concept de l'inclusion économique

Selon la déclaration de Salamanque (Espagne) en 1994 qui réunissent 92 pays, l'éducation traditionnelle doit être dépassée et de s'engager vers une éducation pour tous et en particulier pour des enfants à besoins éducatifs spéciaux, définis de la manière suivante: "tous les enfants et adolescents dont les besoins découlent de handicaps ou de difficultés d'apprentissage" (UNESCO, 1994, p. 1).

Le concept d'inclusion vient du monde anglo-saxon à travers les notions de la société inclusive. Le terme « inclusion » tend progressivement à s'imposer en remplaçant le terme intégration voire insertion. À partir des années 90, une attention croissante a été accordée à l'inclusion sociale en mettant la lumière sur les questions d'égalité et de la justice sociale.

Pour CURY, 2009, la définition de la société inclusive est proche de celle de l'UNESCO. Il fait référence au droit à la scolarisation pour tous sans discrimination de sexe, de race, d'ethnie, de religion et de capacité.

La déclaration de l'UNESCO de 2015 à Incheon (République de Corée) fait encore un pas de plus en articulant inclusion, équité et qualité en faveur des apprentissages, et en adoptant la formulation suivante : "Assurer une éducation inclusive et équitable de qualité et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous" (UNESCO, 2015).

Enfin, en 2020, l'Unesco a publié un rapport détaillé sur l'éducation et l'inclusion qui s'appuie sur des données précises recueillies dans les pays du monde entier. Le rapport mentionne que parmi les pays enquêtés, 68% fournissent bien une définition de l'éducation inclusive, mais 57% ne se réfèrent pas aux groupes sociaux marginalisés et 26% réduisent l'éducation inclusive aux handicaps et aux besoins spéciaux.

Plusieurs chercheurs et théoriciens, et suites aux inquiétudes croissantes sur les inégalités et la croissance économique ont mis l'accent sur la théorie de la croissance inclusive. D'après Joseph Stiglitz, la croissance économique doit être accompagnée de politiques qui réduisent les inégalités et favorisent l'inclusion sociale. La théorie de la société inclusive vise à créer une société plus juste et plus équitable pour tous les membres, en valorisant les compétences humaines. Cette théorie suggère que la croissance économique doit être inclusive pour qu'elle

soit durable et bénéfique pour tous. Elle met l'accent sur la nécessité de développer des politiques économiques qui permettent à tous les individus de participer à l'économie, d'accéder à des emplois décents et de bénéficier de la croissance économique. De ce fait, l'emploi constitue un facteur déterminant de l'inclusion économique. L'intégration du marché du travail devient un enjeu crucial pour les jeunes, selon Gary Becker l'éducation et la formation sont importantes pour aider les personnes à acquérir des compétences adaptées aux emplois du marché du travail (théorie du capital humain -1960).

Également, l'entrepreneuriat social peut être un moyen efficace pour promouvoir l'inclusion économique. Elle met l'accent sur la création d'entreprises qui ont un objectif social, en plus de générer des profits (théorie de l'entrepreneuriat social). Muhammad Yunus a mis l'accent sur la lutte contre la pauvreté en offrant des services financiers aux personnes défavorisées et en encourageant l'autonomisation économique.

Ces théories peuvent être mises en pratique à travers des politiques économiques et des initiatives concrètes, telles que des programmes de formation, des programmes de microcrédit, des politiques fiscales ou des initiatives de développement local. En promouvant l'inclusion économique, il est possible de construire une société plus équitable et plus juste pour tous.

Cependant, plusieurs études ont été élaborées sur l'inclusion et notamment dans le domaine social. Dans son étude sur les effets de l'éducation inclusive sur le développement personnel et social des élèves en Italie (2018), les résultats ont montré que les élèves inclus dans les classes régulières avaient des niveaux plus élevés de satisfaction de vie, d'engagement et d'auto-efficacité. Également, une étude a été réalisée en 2020 sur l'inclusion et l'exclusion sociale des jeunes immigrés dans les quartiers défavorisés en France, les résultats ont montré que l'inclusion sociale des jeunes immigrés était liée à leur participation à des activités collectives et à leur capacité à maintenir des liens avec leur pays d'origine.

Ces dernières années, le terme inclusion est beaucoup plus utilisé dans les politiques publiques et notamment dans le domaine social. Mais il n'a pas de même signification dans les différents pays.

Dans notre étude on définit l'inclusion économique par l'intégration progressive des individus et des ménages dans les processus de développement économique et social, en vue d'augmenter leurs revenus et leurs actifs, de renforcer leur résilience et d'améliorer leurs perspectives.

Depuis quelques années, on observe un mouvement grandissant à travers le monde en faveur du renforcement et de la transposition à plus grande échelle de l'inclusion économique des couches les plus pauvres. Des actions d'envergure sont entreprises à la lumière des Objectifs de développement durable (ODD) pour «éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde d'ici 2030». ¹

Dans le cadre des mesures prises pour diminuer la pauvreté et surtout dans les couches sociales les plus représentatives de la population, les programmes d'inclusion économique deviennent une exigence.

De ce fait, les programmes d'inclusion économique, combinant souvent des transferts en espèces ou en nature, des services de formation et l'accès au financement, deviennent rapidement l'un des principaux outils que les pays utilisent dans le cadre de leurs vastes stratégies de lutte contre la pauvreté.

2.2. Chômage des jeunes

Le taux de chômage des jeunes au Maroc est l'un des plus élevés de la région, atteignant environ 25% selon les dernières estimations. Les jeunes sont particulièrement touchés par le chômage de longue durée, avec des difficultés à trouver un emploi stable et rémunérateur. Les jeunes

¹ Rapport sur l'inclusion économique 2021. Banque mondiale 2021

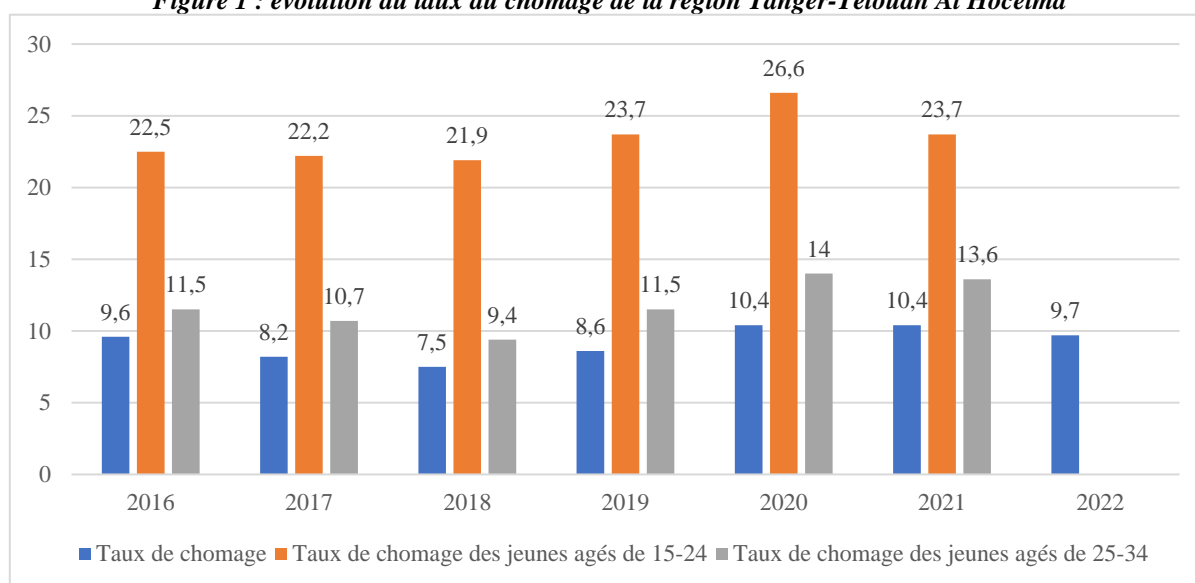
femmes sont également confrontées à des obstacles supplémentaires en matière d'accès à l'emploi, en raison des discriminations de genre et des rôles traditionnels qui leur sont assignés. Le secteur informel représente une option importante pour les jeunes qui cherchent à gagner leur vie, mais cela implique souvent des emplois précaires et non réglementés, avec peu de perspectives d'avancement ou de protection sociale.

En ce qui concerne l'entrepreneuriat, de nombreux jeunes sont intéressés par la création de leur propre entreprise, mais se heurtent à des obstacles tels que le manque de financement, le manque de formation et d'accompagnement, ainsi que la complexité des procédures administratives pour créer une entreprise.

Selon HCP, pour promouvoir l'inclusion économique des jeunes au Maroc, des mesures doivent être prises pour améliorer l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle, en particulier dans les zones rurales et défavorisées. Des programmes de sensibilisation et d'information doivent également être mis en place pour encourager les jeunes à se lancer dans l'entrepreneuriat et à leur fournir les outils et les ressources nécessaires pour réussir. Enfin, les politiques publiques doivent être adaptées pour favoriser la création d'emplois décents pour les jeunes, notamment en encourageant l'investissement dans les secteurs à forte croissance et en facilitant l'accès au financement et à la formation pour les jeunes entrepreneurs.

Au niveau de la région Tanger-Tétouan Al Hoceima, le chômage enregistre un taux qui varie entre 7,5 et 10,4% au cours de la période 2016-2022. En 2022, le taux enregistré est au-dessous du taux enregistré au niveau national (11,8%). Alors que pour les jeunes, le taux le plus élevé est enregistré parmi les jeunes âgés de 15-24 ans.

Figure 1 : évolution du taux du chômage de la région Tanger-Tétouan Al Hoceima



Source : enquête HCP 2022

La crise sanitaire COVID-19 a impacté aussi l'emploi au cours des années 2020 et 2021 vu que le taux de chômage a enregistré son record au titre de ces deux années. Également le taux de chômage chez les jeunes a été augmenté. En conséquence, la récession économique a impacté directement sur l'emploi des jeunes et par conséquent leur inclusion économique.

Et pour faire face à la problématique du chômage, le Maroc a adopté en 2019 dans le cadre de l'INDH un programme d'Amélioration du Revenu et Inclusion Économique des Jeunes-ARIEJ.

2.3. Les facteurs en faveur de l'inclusion

L'inclusion économique des jeunes est un enjeu crucial pour le développement économique et social. Certains facteurs peuvent favoriser cette inclusion. Selon Becker, l'accès à l'éducation

est considéré comme un facteur clé pour l'inclusion économique des jeunes. Une éducation de qualité permet aux jeunes d'acquérir des compétences et des connaissances qui peuvent les aider à trouver un emploi ou à créer leur propre entreprise. Également, les jeunes doivent avoir accès à des programmes de formation et de développement des compétences qui leur permettent de développer des compétences techniques et professionnelles, ainsi que des compétences en matière de gestion d'entreprise. De son côté, Amartya Sen considère l'accès au financement est essentiel pour les jeunes qui cherchent à créer leur propre entreprise ou à développer leur activité.

Cependant plusieurs théoriciens ont accordé une place importante aux politiques publiques pour stimuler l'économie et réduire le chômage (Keynes, Amartya Sen, Joseph Stiglitz,...). Les politiques qui favorisent l'innovation, la création d'entreprise, la facilitation des démarches administratives et fiscales peuvent encourager les jeunes à démarrer leur entreprise et à contribuer à l'économie locale. La collaboration entre les secteurs public et privé peut contribuer à promouvoir l'inclusion économique des jeunes. Les partenariats public-privé peuvent permettre de développer des programmes de formation, de financement et de soutien aux jeunes entrepreneurs.

En somme, l'inclusion économique des jeunes nécessite une approche intégrée qui combine l'éducation, le développement des compétences, le financement, les politiques publiques favorables, et la collaboration entre les secteurs public et privé.

2.4. Les programmes d'inclusion économique au Maroc

Depuis 2006, cinq programmes majeurs ont été lancés par les autorités marocaines pour promouvoir l'insertion des jeunes dans la vie économique à savoir : l'appui à l'emploi salarié (Idmaj), l'adéquation emploi-formation (Taehil), l'appui à la création des petites entreprises (Mokawalati), l'appui au financement et accompagnement des jeunes porteurs de projets ou des entreprises à des conditions avantageuses (Intilaka) et le programme Awrach qui vise à créer 250.000 emplois en 2022 et 2023.

Malgré ces programmes qui visent la stimulation de la création d'emplois, le renforcement des compétences des jeunes et la favorisation de l'entrepreneuriat, l'inclusion économique des jeunes, représente un enjeu crucial pour le Maroc. Malheureusement, les autorités ont opté pour plusieurs programmes, mais aucun intérêt n'est accordé à l'évaluation de ces programmes par rapport aux objectifs fixés auparavant.

De ce fait, la fragmentation des programmes et le difficile alignement entre les compétences recherchées et les profils disponibles constituent des contraintes majeures de l'insertion des jeunes à la vie économique. C'est dans ce cadre que l'INDH interviendra à travers le programme « amélioration du revenu et inclusion économique des jeunes » ARIEJ pour renforcer les compétences des jeunes et les accompagner afin leurs intégrations sur le marché d'emploi.

2.5. Programme « Amélioration du Revenu et Inclusion Economique des Jeunes - ARIEJ »

Ce programme a été lancé dans le cadre de la 3^{ème} phase de l'Initiative Nationale de Développement Humain (2019-2023), et qui vise à favoriser l'inclusion économique et sociale des jeunes (de 18 à 35 ans), à travers l'orientation et l'accompagnement à l'emploi, à l'entrepreneuriat ainsi qu'à l'appui aux projets s'inscrivant dans le cadre d'économie sociale et solidaire (ESS).

L'amélioration de l'inclusion des jeunes aura un impact direct sur leurs conditions de vie et celles de leurs familles.

Pour relever ces défis, l'INDH à travers le programme « Amélioration du Revenu et Inclusion Economique des Jeunes ARIEJ » agira sur trois leviers ² :

1. **Les hommes** : pour contribuer au développement des compétences des jeunes pour l'insertion au marché d'emploi.
2. **Le système** : pour la mise en place d'un cadre de coordination et de partenariat entre les différents intervenants dans le domaine d'emploi en procédant à l'union des efforts des acteurs publics, privés ainsi que la société civile, l'élaboration des feuilles de route pour le développement économique local et la mobilisation des fonds publics et privés pour le financement des projets.
3. **Les projets** : pour analyser les chaînes de valeurs afin d'identifier les opportunités des projets à développer, d'accompagner les porteurs de projets pour faciliter leur accès aux marchés d'emploi, ainsi que la participation au financement des TPME créatrices d'emplois.

À cet effet, le programme ARIEJ repose sur trois axes : Aide à l'employabilité, appui à l'entrepreneuriat et l'amélioration du revenu.

Afin d'assurer une meilleure inclusion économique des jeunes, la démarche adoptée par le programme repose essentiellement sur le partenariat entre le secteur public, le privé et le tissu associatif. C'est dans ce cadre, le programme ARIEJ propose la création au niveau de chaque province des plateformes dédiées aux jeunes : La « Plateforme Jeunes».

Cet espace jouera le rôle d'un lieu de rencontre entre les différents intervenants afin de faciliter l'intégration des jeunes au marché d'emploi. Il offre aux jeunes, des opportunités intéressantes en matière d'employabilité et de soutien à l'entrepreneuriat. Deux missions essentielles de ces plateformes: Mission d'écoute et d'orientation qui vise à accueillir les jeunes pour mieux connaître leurs besoins et leurs attentes soit pour l'orientation vers des offres de formation adaptées à leurs profils (OFPPT, ANAPEC,) soit l'orientation vers des opportunités correspondantes à leurs projets professionnels, et mission d'accompagnement qui vise à accompagner les jeunes diplômés pour leur insertion dans le marché d'emploi notamment en matière de techniques de recherche d'emplois (aide à l'employabilité) et également d'accompagner les jeunes porteurs d'idées innovantes en matière d'entrepreneuriat (aide à l'entrepreneuriat).

De ce fait ce programme vise à combler les insuffisances des programmes précédents à savoir l'orientation et l'accompagnement des jeunes qui sont considérés comme des outils essentiels pour l'insertion des jeunes au marché d'emploi.

2.6. Défi de l'employabilité et de l'entrepreneuriat des jeunes :

Le défi essentiel des jeunes est l'employabilité, mais la contrainte essentielle est l'adéquation des diplômes obtenus avec les profils demandés par le marché d'emploi (Gary Becker). De ce fait, les jeunes doivent être dotés des outils qui leur permettront de décrocher leurs premiers emplois.

À cet effet, l'organisation des formations complémentaires au profit des jeunes pour renforcer leurs compétences et notamment en matière de recherche d'emploi peut absorber le déséquilibre remarqué entre les compétences recherchées et les profils disponibles.

Au niveau entrepreneurial, et afin de créer plus d'emplois et de générer plus de valeur ajoutée au niveau local, l'INDH aidera à identifier et à soutenir les filières prometteuses. À cette fin, une coopération étroite entre les acteurs publics, privés et de la société civile est cruciale, en particulier au niveau régional.

Afin d'assurer aux jeunes porteurs d'idées innovantes en entrepreneuriat, un accompagnement pré et post création est nécessaire. Durant la phase pré-crédation, un accompagnement des jeunes

² Site web www.indh.ma

pour qu'ils puissent monter leurs projets est nécessaire (business plan), alors que durant la phase post-création, les jeunes doivent être suivis et accompagnés depuis le démarrage de l'activité.

2.7. Développement des hypothèses

L'emploi des jeunes consiste toujours à un obstacle majeur pour les pays en voie de développement, et par conséquent chaque pays envisage de faire face à cette problématique qui impacte négativement le développement des pays. Pour le Maroc, on constate plusieurs programmes entamés sans aboutir aux objectifs. De ce fait, la fragmentation des programmes et l'existence de plusieurs intervenants impactent négativement sur les efforts apportés par les autorités publiques.

Selon le rapport de la Banque africaine de développement qui examine les progrès réalisés en matière d'inclusion économique des jeunes en Afrique, les défis rencontrés et les opportunités à venir, les politiques qui favorisent l'entrepreneuriat, la formation professionnelle et l'accès au financement pour les jeunes sont importants pour l'inclusion.  galement, le chômage des jeunes peut contribuer à l'instabilité politique dans certains pays africains ( tude élaborée par Therese F. Azeng & Thierry U. Yogo en 2013). L'étude porte sur un échantillon de 24 pays en développement sur la période 1980-2010. Les auteurs suggèrent qu'un taux de chômage des jeunes exceptionnellement élevé, associé aux inégalités socio-économiques et à la corruption, rend les pays plus sensibles à l'instabilité politique et à l'insécurité nationale et proposent des solutions telles que la création d'emplois et l'investissement dans l' ducation.

Ainsi que l'inclusion financière peut stimuler la croissance économique en permettant à davantage de personnes d'accéder au financement. Une étude a été élaborée par Loan Thi-Hong Van, Anh The Vo, Nhan Thien Nguyen & Duc Hong Vo (2019) dans son article « inclusion financière et croissance économique : une revue des preuves internationales », a conclu qu'il y a une relation positive entre l'inclusion financière et la croissance économique. Une relation plus forte est constatée pour les pays à faible revenu et à faible degré d'inclusion financière. Des implications politiques ont émergé selon lesquelles l'inclusion financière devrait être mise en œuvre pour promouvoir la croissance économique et le développement dans les marchés émergents.

Certaines études ont examiné aussi l'impact de la formation sur l'entrepreneuriat chez les jeunes ainsi que l'utilisation de nouvelles technologies. Dans son article sur la formation à l'entrepreneuriat et auto-emploi chez les jeunes en Ouganda, Sylvia Gavigan, Klavs Ciprikis & Thomas Cooney (2020) ont constaté que la formation à l'entrepreneuriat peut augmenter les chances de succès des jeunes entrepreneurs en leur donnant les compétences nécessaires pour créer et gérer leur propre entreprise.

De ce fait, ces articles montrent que l'inclusion économique est un sujet complexe et multidimensionnel qui nécessite une approche intégrée. Les politiques qui favorisent l'éducation, la formation professionnelle, l'entrepreneuriat, l'inclusion financière et l'utilisation des TIC peuvent toutes contribuer à l'inclusion économique des jeunes.

Au Maroc, le programme Amélioration du Revenu et Inclusion Economique des Jeunes (ARIEJ) a été lancé dans le cadre de la 3 me phase de l'INDH dans le souci d'améliorer l'employabilité des jeunes et également le développement entrepreneurial.

Notre étude consiste à analyser les contributions de ce programme dans l'inclusion économique des jeunes sur la région de Tanger-Tétouan Al Hoceima, les facteurs clés qui sont en faveur de l'inclusion ainsi que les différents obstacles. Pour procéder à l'évaluation de ce programme et son impact sur l'inclusion des jeunes, certains indicateurs ont été identifiés à savoir : le nombre des jeunes identifiés, formés et orientés ; nombre des jeunes insérés ; les projets identifiés, et mis en œuvre ; les projets accompagnés et le nombre des emplois cr s.

Nous supposons que les différents indicateurs identifiés par le programme ARIEJ constituent des indicateurs clés de l'inclusion économique des jeunes. À travers notre étude, nous allons chercher à vérifier les hypothèses suivantes :

- H1 : La formation et l'accompagnement des jeunes facilitent l'insertion sur le marché d'emploi;
- H2 :L'existence des zones d'activités économiques dans chaque province favorise l'augmentation de l'employabilité des jeunes;
- H3 :L'existence de différentes sources de financement des projets à un impact important sur la création d'emplois.

3. Méthodologie de recherche

3.1. Terrain de l'étude et description

D'après les données du HCP (2021), la part des jeunes dans la population de la région est très importante. Il représente environ 34% de la population. De ce fait, l'importance devrait être accordée par les acteurs publics à cette catégorie vu qu'elle constitue une composante importante de la population de la région afin de développer des initiatives d'inclusion économique des jeunes.

Dans l'ensemble, les jeunes de la région ont un potentiel important pour contribuer à la croissance et au développement de la région, notamment grâce à leur créativité, leur dynamisme et leur ouverture sur le monde.

Tableau 1 : Part des jeunes dans la population- année 2021

	Urbain	Rural	Total
Population	2 450 383	1 449 982	3 900 365
Jeunes 18-35	832 527	488 943	1 321 470
Pourcentage des jeunes	33,98%	33,72%	33,88%

Source : HCP

Notre recherche portera sur l'analyse de la contribution du programme ARIEJ dans la région Tanger-Tétouan Al Hoceima ainsi que l'identification des facteurs et des obstacles liés à l'inclusion. La mise en œuvre de ce programme s'articule autour de la création des plateformes des jeunes sur chaque province. Et par conséquent notre terrain est composé de ces plateformes des jeunes qui sont déjà créées (12 plateformes) et qui sont gérées par des associations sous la supervision des services de la province au niveau de la région Tanger-Tétouan Al Hoceima (RTTA). Également, pour déterminer les facteurs qui sont en faveur de l'inclusion ainsi que les obstacles, on va s'orienter vers les jeunes bénéficiant du programme pour un échantillon de 300 jeunes.

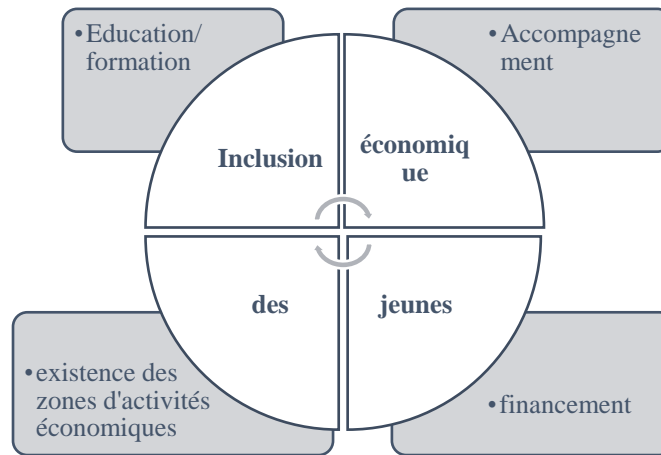
3.2. Méthodologie utilisée

Pour répondre à notre problématique, nous avons mené une étude quantitative au moyen d'un questionnaire s'adressant aux gestionnaires des plateformes des jeunes (12 plateformes) relevant de la région Tanger-Tétouan Al Hoceima au cours de la période 2019-2022 ainsi qu'un questionnaire adressé aux jeunes (300 jeunes).

Le questionnaire adressé aux plateformes a porté sur le nombre des jeunes formés, orientés et insérés (axe d'employabilité) et le nombre des projets identifiés, accompagnés et le nombre des emplois créés (axe entrepreneuriat). Ce questionnaire permet de tirer des informations sur les réalisations et les contributions du programme ARIEJ. Alors que pour les jeunes, le questionnaire a été porté sur les caractéristiques démographiques, géographiques et socioéconomiques, les facteurs qui favorisent l'inclusion et les obstacles qui freinent l'inclusion.

Les questionnaires ont été envoyés aux gestionnaires des plateformes par email. Les résultats obtenus ont été traités à l'aide du logiciel SPSS.

Figure 2 : les facteurs clés d'inclusion économique des jeunes



Source : Auteurs

4. Présentation des résultats et discussion:

4.1. Les réalisations de programme ARIEJ dans la RTTA

4.1.1. Employabilité des jeunes :

L'objectif principal des plateformes des jeunes qui ont été créés par l'initiative nationale de développement humain est d'assurer l'employabilité des jeunes par l'accueil, l'orientation, la formation et l'insertion dans le domaine d'emploi :

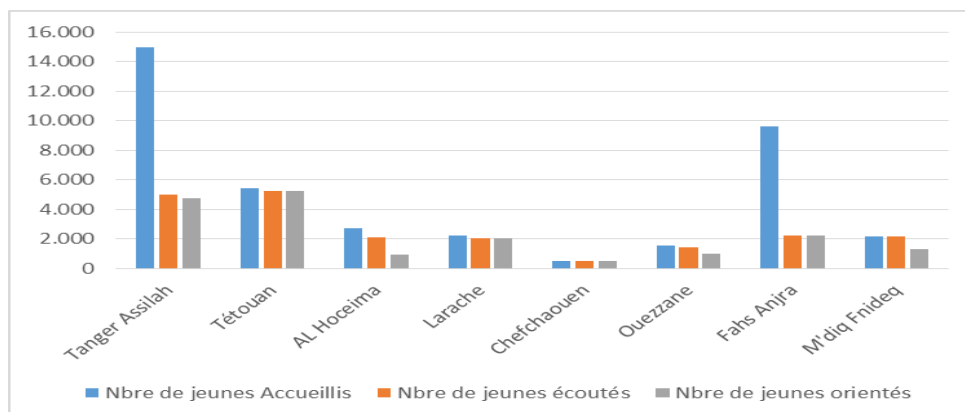
- **Accueil et orientation des jeunes**

D'après les données collectées auprès des plateformes, 39190 jeunes ont été accueillis au niveau de la région pendant la période du 2019-2022, mais seulement 17966 ont été orientés vers l'employabilité, ce qui représente un taux d'orientation de 45,84%.

On constate que le nombre important des jeunes est enregistré au niveau de préfecture Tanger Assilah et provinces Tétouan et Fahs Anjra.

D'après le taux de chômage enregistré chez les jeunes au niveau de la région et vu le nombre faible d'orientations des jeunes par les plateformes, le programme ARIEJ doit renforcer le rôle des plateformes et sa capacité d'accueil afin à d'assurer une orientation d'un nombre important des jeunes de la région qui ont en situation de recherche d'emploi.

Figure 3 : Nombre de jeunes accueillis et orientés -RTTA



Source : Auteurs

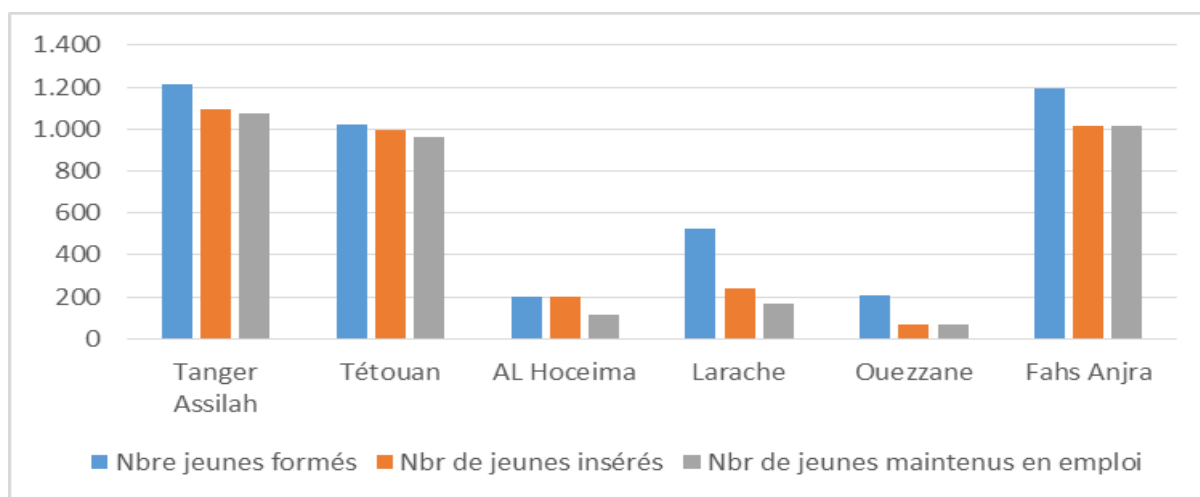
- **Formation et insertion des jeunes en emploi :**

Le programme ARIEJ ne s'intéresse pas exclusivement à l'insertion des jeunes dans le marché d'emploi, mais il continue à assurer le maintien des jeunes dans leurs emplois afin d'atteindre l'objectif essentiel du programme qui est l'inclusion économique.

D'après les données, le nombre des jeunes qui ont bénéficié de formation est faible par rapport aux jeunes orientés (seulement 24,28%). Par contre, on trouve une insertion importante des jeunes au marché d'emploi au niveau de la région Tanger-Tétouan Al Hoceima parmi les jeunes formés (3614 sur 4363 jeunes ont décroché un emploi soit un taux d'insertion de 82,83 %. Ce taux est justifié par l'organisation des programmes de formation afin d'améliorer les compétences des jeunes en matière de recherche d'emploi. Par conséquent, la formation est considérée comme un facteur déterminant dans l'insertion des jeunes.

Toutefois, les plateformes de préfecture Tanger Assilah et provinces Tétouan et Fahs Anjra assureront toujours une insertion d'un nombre important des jeunes. Ce constat peut être justifié par l'existence des zones d'activités économiques et industrielles dans ces provinces qui offrent des opportunités d'emploi.

Figure 4 : nombre des jeunes, insérés et maintenus en emploi- RTTA



Source : Auteurs

4.1.2. L'entrepreneuriat des jeunes :

Les plateformes des jeunes assureront aussi l'accompagnement pré-crédation et post création des projets montés par des jeunes. L'entrepreneuriat peut créer des nombres importants d'emplois, il est considéré comme antidote aux chômeurs de jeunes.

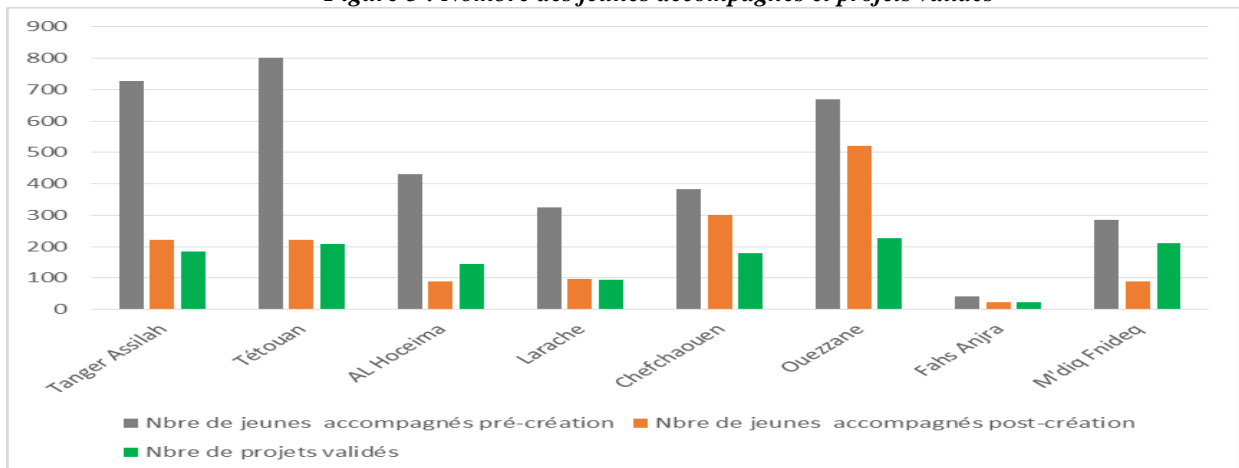
- **Nombre des jeunes accompagnés, projets validés et emplois créés**

D'après les résultats collectés, parmi les 3660 jeunes accompagnés seulement 1271 projets validés. Ce qui représente un taux de réussite d'environ 35%. Ce résultat est dû essentiellement aux problèmes de montage des projets par les jeunes (élaboration de business plan) ainsi que le problème de financement des projets vu que le programme finance que certaines catégories des projets et selon un budget prédéfini. De ce fait, les autorités compétentes doivent déployer beaucoup d'efforts afin d'accompagner les jeunes à créer leurs propres projets.

Par contre, parmi les 1271 projets validés, 1033 entreprises créées soit un taux de réussite de 81,27 %. Ce taux de réussite est dû essentiellement à l'accompagnement des jeunes dans la préparation de leurs projets et durant le démarrage de leurs activités ainsi que le financement de ces projets à concurrence de 90% par l'INDH.

Par conséquent, la relation positive entre l'accompagnement, le financement des projets et la création d'emplois confirme nos hypothèses de base.

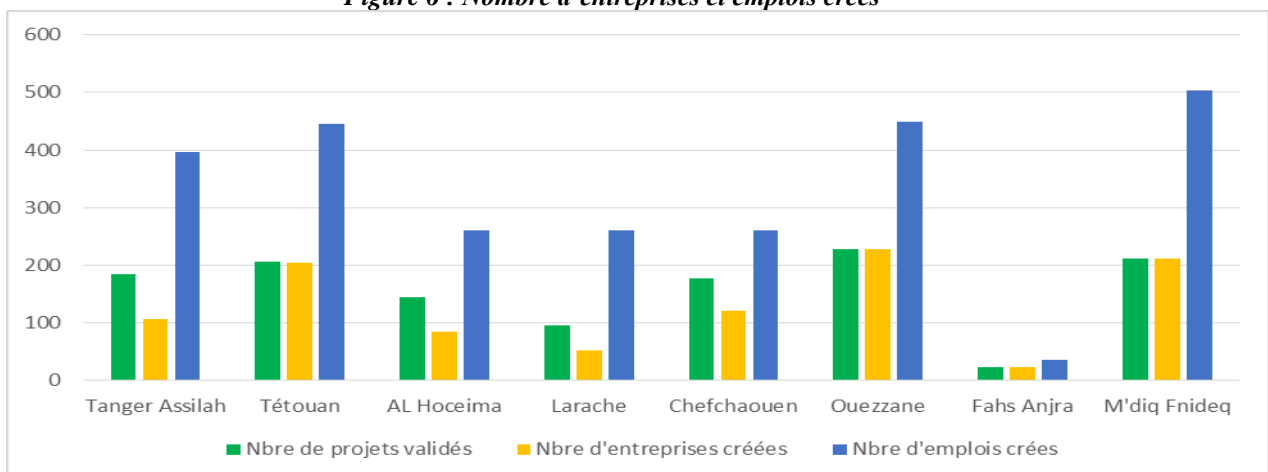
Figure 5 : Nombre des jeunes accompagnés et projets validés



Source : Auteurs

La création de CES 1033 entreprises a engendré 2611 emplois directs, soit 2,5 jeunes par entreprises. Ce constat montre que les entreprises créées sont de faible taille et concernent de petites activités.

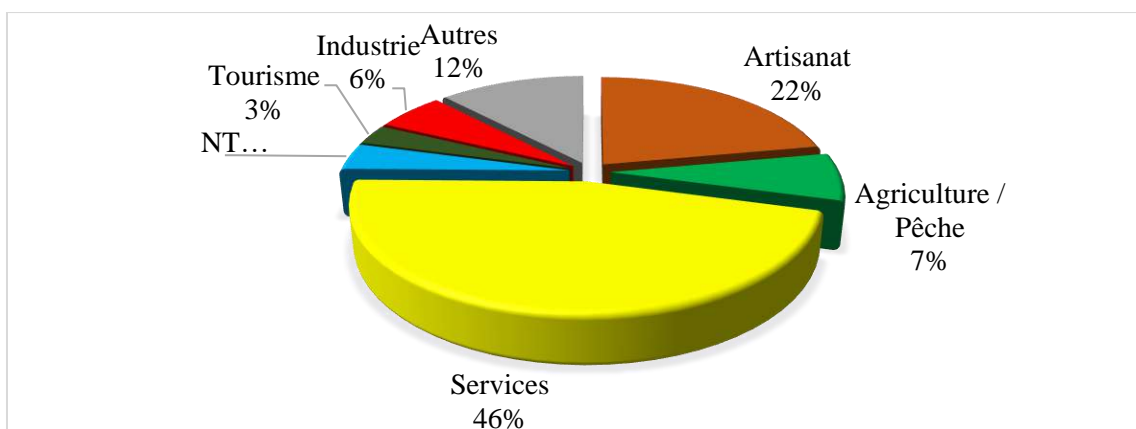
Figure 6 : Nombre d'entreprises et emplois créés



Source : Auteurs

D'après les données collectées, les projets retenus sont répartis sur les secteurs d'activités comme suit :

Figure 7 : répartition des projets



Source : Auteurs

La prédominance de secteur des services sur l'ensemble des projets créés avec au taux de 46% suivi par le secteur d'artisanat (22%).

Vu que le programme finance la part la plus importante des couts des projets (90%) et que 81,27% des projets validés ont été réalisés, on peut confirmer notre hypothèse de base qui considère que le financement a un impact positif sur la création d'entreprises et par conséquent la création des postes d'emplois.

4.2. Les principaux facteurs d'inclusion économique des jeunes et les obstacles qui freinent leur intégration

Afin de tirer des conclusions sur les principaux facteurs d'inclusion économique des jeunes et les obstacles qui freinent leurs intégrations sur le marché d'emploi, une enquête a été réalisée sur un échantillon de 300 jeunes bénéficiant du programme ARIEJ.

4.2.1. Caractéristiques géographiques

Les résultats montrent que 43% des jeunes enquêtés sont issues du milieu rural (dont 33% de sexe féminin) alors que 57% du milieu urbain (51% de sexe féminin). Ce résultat montre que les jeunes résidents au milieu urbain ont bénéficié des programmes d'inclusion au niveau de la région Tanger-Tétouan Al Hoceima plus que les jeunes de milieu rural.

Tableau 2 : Milieu de résidence

		Milieu de résidence				Total
		Rural	Pourcentage	Urbain	Pourcentage	
SEXE	Féminin	42	33%	87	51%	129
	Masculin	86	67%	85	49%	171
Total		128	100%	172	100%	300
Pourcentage		43%		57%		100%

Source : Auteurs

4.2.2. Caractéristiques socioéconomiques

À la lumière des résultats obtenus, on trouve :

- ✓ 66% (6 jeunes sur 10) ont un diplôme de niveau moyen;
- ✓ et 34% un diplôme de niveau supérieur;

D'après ces résultats, on constate la prépondérance de la catégorie de jeunes qui ont un diplôme de niveau moyen. Ce qui exige l'organisation des séances de formation au profit des jeunes afin d'enrichir leurs connaissances et compétences dans les domaines recherchés dans le marché d'emploi.

Selon l'enquête, 85% des enquêtés bénéficiant des programmes de formation.

Tableau 3 : Niveau d'éducation et formation

		Féminin	masculin	Total	Pourcentage
Niveau d'éducation	Primaire	42	51	93	31%
	Secondaire	41	64	105	35%
	Professionnel	26	34	60	20%
	Universitaire	20	22	42	14%
Formation complémentaire		113	143	256	85%
Total		129	171	300	100%

Source : Auteurs

4.2.3. l'orientation des jeunes

Les résultats de l'enquête montrent que 57% préfèrent d'accéder à un emploi que de créer leur propre entreprise.

Tableau 4 : orientation des jeunes

Orientation des jeunes	Axe	Nombre	Pourcentage
	Accéder à un emploi dans le secteur privé (employabilité)	172	57%
	créer votre propre entreprise (entrepreneuriat)	128	43%
	Total	300	100%

Source : Auteurs

4.2.4. les principaux facteurs d'inclusion des jeunes

Les plateformes des jeunes jouent un rôle important dans l'orientation et l'accompagnement des jeunes ainsi qu'elles sont considérées comme lieu de rencontre entre les jeunes et les intervenants dans le domaine d'emploi, ce qui permet de développer les compétences des jeunes afin d'intégrer le marché d'emploi. Mais l'existence d'un nombre important des jeunes en chômage dans la RTTA, nécessite le renforcement de la capacité d'accueil de ces plateformes afin d'atteindre une inclusion économique des jeunes.

D'après les résultats d'enquête, les jeunes estiment que les facteurs suivants sont primordiaux :

- **Éducation de qualité** : L'accès à une éducation de qualité est fondamental. Cela inclut l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, ainsi que la formation professionnelle, pour permettre aux jeunes d'acquérir des compétences et des qualifications recherchées sur le marché du travail
- **Formation professionnelle et développement de compétences** : les programmes de formation professionnelle, les stages et les apprentissages offrent aux jeunes l'occasion d'acquérir des compétences spécifiques qui répondent aux besoins du marché du travail. Cela facilite leur intégration dans le monde professionnel.
- **Accès aux opportunités d'emploi** : Les gouvernements et les entreprises doivent créer des opportunités d'emploi pour les jeunes (création des zones industrielles, zones franches,) ;
- **Entrepreneuriat et soutien à la création d'entreprises** : Encourager l'entrepreneuriat parmi les jeunes en offrant un accès à des ressources, des financements et des formations en matière de création d'entreprises peut favoriser l'inclusion économique. Les programmes d'inclusion peuvent également fournir un soutien technique et financier pour la création des entreprises ;
- **Réseautage**: Les jeunes peuvent bénéficier de l'accès à des réseaux professionnels qui peuvent les conseiller, les guider et les aider à progresser dans leur carrière ou leur entreprise.

Concernant le rôle des plateformes, 58% des enquêtés estiment que les plateformes jouent un rôle important dans l'inclusion économique des jeunes, et ce à travers la formation et l'accompagnement des jeunes soit pour l'insertion des jeunes dans le cadre d'employabilité ou soit la création de leurs propres projets dans le cadre d'entrepreneuriat.

Tableau 5 : l'importance du rôle des plateformes dans l'IE

	Fréquence	Pourcentage
Importance faible	26	9%
Importance moyenne	78	26%
Importance	174	58%
Très importante	22	7%
Total	300	100%

Source : Auteurs

4.2.5. Les obstacles rencontrés par les jeunes pour décrocher un emploi

- **Axe employabilité :**

Les jeunes de la région trouvent des obstacles importants afin de décrocher leur premier emploi. D'après les résultats, les obstacles sont dus essentiellement à l'inadéquation de formation avec les opportunités d'emploi ainsi que le manque d'expériences professionnelles. Les résultats montrent que 67% estiment que les offres d'emploi demandent des profils bien déterminés et des expériences dans le domaine souhaité ce qui représente des entraves majeures pour les jeunes.

Tableau 6 : les principaux obstacles d'employabilité

	Fréquence	Pourcentage
Manque d'opportunités	35	20%
Inadéquation de formation avec les offres de travail	60	35%
Manque d'expériences professionnelles	55	32%
Manque d'accompagnement, manque de relations sociales	22	13%
Total	172	100%

Source : Auteurs

D'après ces résultats, l'éducation et la formation sont considérés comme des facteurs clés pour l'inclusion des jeunes au marché d'emploi.

- **Axe entrepreneuriat :**

La création d'une entreprise peut être un processus complexe pour les jeunes. Suite aux résultats d'enquête, 38% des jeunes déclarent que le problème de financement est primordial pour penser à la création de l'entreprise ainsi que 27% des jeunes estiment que les contraintes reviennent à la concurrence sur le marché.

Tableau 7 : les principaux obstacles d'entrepreneuriat

	Fréquence	Pourcentage
Manques de financement	49	38%
Concurrence sur le marché	35	27%
Manque d'accompagnement	28	22%
Manque de compétences de gestion	16	13%
Total	128	100%

Source : Auteurs

5. Conclusion:

L'inclusion économique des jeunes est devenue un enjeu crucial pour les pays en développement vu que cette classe correspond à une tranche importante de la population (34% pour le Maroc). De ce fait, les autorités publiques apportent beaucoup d'intérêts afin d'instaurer des programmes d'inclusion économique et social. Ces programmes visent généralement à réduire les inégalités sociales en améliorant les revenus des individus et par conséquent de réduire le taux de chômage.

Dans ce cadre, le Maroc a opté pour plusieurs programmes depuis 1999 pour stimuler l'emploi, mais qu'après 2019 que le terme inclusion des jeunes vient de paraître dans le cadre de l'INDH avec le programme « Amélioration du Revenu et Inclusion Economique des Jeunes ». Au niveau de la région Tanger-Tétouan Al Hoceima, les jeunes représentent environ 34% de la population avec un taux de chômage de 23,7% chez les jeunes de 15-24 ans et 13,6% chez les jeunes de 25-34 en 2021 ce qui représente des taux de chômage élevés.

Plusieurs théoriciens estiment qu'une éducation de qualité, l'organisation des programmes de formation, ainsi que le développement de l'entrepreneuriat sont considérés comme des facteurs efficaces pour l'inclusion économique.

De ce fait, le programme « ARIEJ » vient de répondre aux défis d'employabilité et d'entrepreneuriat des jeunes à travers l'accueil, l'orientation et l'accompagnement des jeunes par le moyen de création des plateformes des jeunes qui sont considérés comme un espace de rencontre et d'interaction entre les jeunes et les différents intervenants dans le domaine de l'emploi (ANAPEC, CGEM, OFPPT, les départements ministériels, les banques, les associations,.....).

Notre étude consiste à analyser les réalisations de ce programme dans la région Tanger-Tétouan Al Hoceima au cours de la période 2019-2022 ainsi que la validation des hypothèses de base qui considèrent que la formation, l'accompagnement, le financement et l'existence des zones d'activités favorisent l'inclusion économique des jeunes.

D'après les résultats d'études, 66% des jeunes ayant un niveau d'éducation moyen s'orientent vers les plateformes des jeunes pour avoir un emploi et 67% des enquêtés se trouvent dans la difficulté d'intégration du marché d'emploi vu l'inadéquation de leurs formations avec les profils demandés et le manque d'expériences professionnelles ce qui prouve que l'éducation de qualité constitue un facteur clé pour l'inclusion. De ce fait, l'organisation des formations complémentaires pour l'amélioration des compétences de jeunes est nécessaire.

Suite aux réalisations des plateformes, 82.83 % des jeunes ont été insérés au marché d'emploi après la réalisation des séances de formation et 85% des enquêtés apprécient que la formation constitue un facteur clé d'inclusion. Ainsi au niveau de l'accompagnement, 81.27% des projets validés ont concrétisé par la création des entreprises dans différents domaines, mais avec un nombre faible de créations d'emploi (environ 2.5 emplois par entreprise). Le taux de réussite de mise en œuvre des projets et justifié essentiellement par le rôle d'accompagnement que jouent les plateformes (soit dans les stades de pré-crédation que dans les stades de post-crédation) ainsi le financement de ces projets par l'INDH. Et par conséquent, on peut dire que l'accompagnement des jeunes et le financement des projets sont considérés importants pour l'inclusion des jeunes sur le marché d'emploi.

De son côté, l'existence des zones d'activités économiques permet d'assurer l'inclusion d'un nombre important des jeunes ce qui justifie les résultats pour les provinces de Tanger, Tétouan et Fahs Anjra.

Mais malgré ces résultats, beaucoup d'effort doit être déployé par les gestionnaires des plateformes afin d'augmenter la capacité d'accueil des jeunes et de leurs orientations vu que la région enregistre en 2021 environ 140 000 jeunes en situation du chômage et également d'encourager les jeunes à créer leurs propres projets en renforçant le rôle d'accompagnement et de financement d'un nombre important des projets.

Références :

- (1). Aimée Tathiana Koulounda et Kirsten Schuettler (2022) « l'inclusion économique des femmes et es jeunes au congo-brazzaville : perspectives sur le programme d'appui aux activites generatrices de revenus ».
- (2). Aimée Tathiana Koulounda et Kirsten Schuettler (juin 2022). Rapport sur l'inclusion économique des femmes et des jeunes au Congo Brazzaville : perspectives sur le programme d'appui aux activités génératrices de revenus.
- (3). Alioune Niang MBAYE (2023), « L'inclusion financière face au gouffre de la pauvreté et de l'exclusion », International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, pp. 45-68.

- (4). BAKOUR C. & OUASSOU S. (2020) « Les politiques sociales en contexte du COVID-19 : INDH « Le programme d'amélioration du revenu et inclusion économique des jeunes », Revue Internationale du Chercheur «Volume 1 : Numéro 2» pp : 388 – 410.
- (5). Benyacoub, B. (2021). Étude empirique sur les freins à l'inclusion financière des femmes au Maroc. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 2(4), 323-336. <https://doi.org/10.5281/zenodo.5138384>.
- (6). Brigitte Bouquet (2015) 3 n° 11 « *l'inclusion : approche socio-sémantique* » revue Cairn.info.
- (7). Colin Andrews, Aude de Montesquiou, Inés Arévalo Sánchez, Puja Vasudeva Dutta, Boban Varghese Paul, Sadna Samaranayake, Janet Heisey, Timothy Clay et Sarang Chaudhary (2021). *Rapport sur l'inclusion économique 2021 : le potentiel de l'échelle*. Abrégé. Washington, DC : La Banque mondiale. Doi : 10.1596/978-1-4648-1598-0. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO
- (8). FAQIR, L., AMZIL, N., & EL HADDAD, M. (2023). L'importance des soft-skills dans le développement des capacités entrepreneuriales. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 4(2-2), 259-271
- (9). FASLY H. & WAKACH S. (2022) «Contribution des programmes d'amélioration du revenu à la réduction de la pauvreté au Maroc : Cas du programme 3 « Amélioration du revenu et inclusion économique des jeunes » de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) - Province de Safi», *Revue Française d'Economie et de Gestion* «Numéro spécial : Publication des actes du colloque "L'entrepreneuriat innovant à l'ère de la Covid-19 : Quelle réalité et quelles actions à entreprendre ?"» pp : 185- 199.
- (10). Hasna MHARZI & Khadija LOURIDI (2020), inclusion économique et sociale des jeunes NEETS marocains : étude exploratoire », Actes de la deuxième conférence internationale sur la Francophonie économique.
- (11). Hasna MHARZI & Khadija LOURIDI (Mars 2020). Inclusion économique et sociale des jeunes NEETS marocains : étude exploratoire. Actes de la deuxième conférence internationale sur la Francophonie économique.
- (12). Haut-Commissariat au Plan, La situation au marché du travail au troisième trimestre de 2022.
- (13). HCP (2020). *Monographie de la région Tanger-Tétouan Al Hoceima*. Décembre 2020.
- (14). IDALFAHIM, M., ASSOUIH, I., & EL OUARTIRHI, S. (2023). Les inégalités des revenus, l'ouverture économique et la croissance économique : Une étude en données de panel pour les pays à revenu intermédiaire. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 4(2-2), 125-135
- (15). Initiative Nationale Pour Le Développement Humain: *Présentation de la phase III 2019-2023*.
- (16). Initiative Nationale Pour Le Développement Humain: *Programme 3 : Amélioration du revenu et inclusion économique des jeunes*.
- (17). Loan Thi-Hong Van, Anh The Vo, Nhan Thien Nguyen & Duc Hong Vo (2019): *Financial Inclusion and Economic Growth: An International Evidence*, *Emerging Markets Finance and Trade*, DOI: 10.1080/1540496X.2019.1697672
- (18). Rapport du Conseil Economique, Social et Environnemental (2018). *Une nouvelle Initiative nationale intégrée pour la jeunesse marocaine*. Saisine 23/2018
- (19). Rapport général (Avril 2021), « le nouveau modèle de développement ».
- (20). Serge Ebersold, « Inclusion », Recherche et formation [En ligne], 61 | 2009, mis en ligne le 01 juin 2013, URL : <http://journals.openedition.org/rechercheformation/522>; DOI 10.4000/rechercheformation.522.